



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du soutien interministériels
Bureau de l'Environnement**

Arrêté préfectoral du 01 JUIN 2026

portant mise en demeure, de mesures conservatoires et de suspension, en application des articles L.171-7 et L. 541-3 du Code de l'Environnement à l'encontre des sociétés :

RAMBAULT Travaux Publics, 20, rue du Petit Rosé – Z.I.Louzy, Thouars (79 100)

ANETT UN, 2 rue de la Mairie, Saint-Radegonde, Thouars (79 100)

pour l'activité de stockage de déchets sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124 de la commune de Thouars (79 100)

**Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L. 541-1 à L. 541-46, R. 512-46-1 à R. 512-46-30, R. 541-8, R.511-9 ;

Vu le décret n°2007-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à la société RAMBAULT Travaux Publics par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 5 décembre 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'Environnement faisant suite à l'inspection sur site du 21 novembre 2025 ;

Vu les observations de la société RAMBAULT Travaux Publics formulées par courrier en date du 16 décembre 2025 suite à la transmission du rapport susvisé ;

Vu les observations de la société ANETT UN formulées par courrier en date du 22 décembre 2025 suite à la transmission de la copie du rapport susvisé ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 6 mai 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de la société ANETT UN reçues par courrier en date du 26 mai 2026 ;

Vu les observations de la société RAMBAULT Travaux Publics reçues par courrier en date du 27 mai 2026 ;

Considérant que lors de la visite en date du 21 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants au lieu-dit « les bois de la Thour » sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124 de la commune de Thouars (79 100) propriétés de la société ANETT UN :

- le remblaiement d'un plan d'eau avec des déchets supposés inertes sur une emprise d'environ 5 000 m² ;
- la présence d'une chargeuse, permettant le poussage des matériaux dans le plan d'eau, avec un autocollant au nom de l'entreprise RAMBAULT Travaux Publics ;
- l'arrivée d'un camion de l'entreprise RAMBAULT Travaux Publics chargé de mélange terre pierres entre le portail d'accès à l'ancienne carrière et le portail d'accès au plan d'eau remblayé.

Considérant que préalablement à l'inspection l'examen des photos aériennes du site a permis de constater l'évolution du remblaiement progressif du plan d'eau depuis plus de dix ans ;

Considérant l'article R.511-9 du Code de l'Environnement définissant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2760-3 : Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 3. Installation de stockage de déchets inertes, régime de l'enregistrement.

Considérant que la société Rambault, en sa qualité de producteur de déchets, a déposé des matériaux inertes sur le site sans autorisation, en méconnaissance des articles L. 541-2 et R. 541-8 du Code de l'environnement ;

Considérant que la société Anett, propriétaire du terrain et bénéficiaire des aménagements réalisés, a sollicité la société Rambault pour l'aménagement d'une plateforme et a toléré ces dépôts et doit être considérée comme exploitant de fait de l'installation de stockage, au sens de l'article L.160-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la société Rambault ne peut se soustraire à ses obligations au motif que la société Anett est propriétaire du terrain, et inversement ;

Considérant qu'il s'agit de l'exploitation par une personne morale d'une installation classée pour la protection de l'environnement sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L.512-7 du Code de l'Environnement ;

Considérant la sensibilité environnementale des lieux ;

Considérant que le remblaiement du plan d'eau par des déchets supposés inertes nuit à la protection de la faune et de la flore aquatique ;

Considérant que le fonctionnement de cette installation est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant l'article R.512-7-2 du Code de l'Environnement qui précise que le préfet peut décider que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre 1er pour les autorisations environnementales ;

Considérant qu'il convient donc en application des dispositions des articles L.171-7 et L.541-3 du Code de l'Environnement de mettre en demeure :

- La société Rambault de cesser immédiatement tout dépôt de déchets sur le site et de fournir la traçabilité des matériaux déjà déposés ;
- La société Anett de déposer une demande d'autorisation environnementale pour régulariser l'installation ou de remettre en état le site.

Considérant que l'article L.171-7 dispose que la mise en demeure : « peut, par le même acte, suspendre le fonctionnement des installations, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent. » ;

Considérant que, dès lors, il y a lieu de prononcer la suspension de l'activité constatée par l'inspection 21 novembre 2025, au lieu-dit « les bois de la Thour », sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124 de la commune de Thouars (79 100) ;

Considérant que l'article L.171-7 dispose que « l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure » ;

Considérant que des mesures conservatoires doivent être mises en place pour assurer la traçabilité des déchets et ne pas engendrer de pollution supplémentaire liée à la manipulation des déchets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres.

ARRÊTE

Article 1er – Suspension d'activités

Le fonctionnement de l'installation de stockage de déchets supposés inertes au lieu-dit « les bois de la Thour » sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124 de la commune de Thouars (79 100) exploitée par la société ANETT UN, propriétaire du terrain et bénéficiaire des aménagements réalisés, et par la

société RAMBAULT Travaux Publics, producteur des déchets déposés sur le site, est suspendue, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 – Mise en demeure de la société Rambault

La société RAMBAULT Travaux Publics, producteur des déchets supposés inertes déposés au lieu-dit « les bois de la Thour » sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124 de la commune de Thouars (79 100) est mise en demeure de :

- Cesser immédiatement tout nouveau dépôt de déchets sur le site ;
- Fournir sous un mois le registre chronologique des déchets réceptionnés sur le site depuis le début de l'opération de comblement, incluant leur nature, leur origine, leur quantité, et leur destination finale, conformément à l'article R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Justifier, dans le même délai, que les matériaux déposés répondent aux critères de déchets inertes définis à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Mise en demeure de la société ANETT UN

La société ANETT UN, propriétaire du terrain et bénéficiaire de l'installation de stockage de déchets supposés inertes au lieu-dit « les bois de la thour » sur les parcelles 292ac0623, 292ac0116, 292ac0121, 292ac0122, 292ac0123, 292ac0124 de la commune de Thouars (79 100) est mise en demeure de :

- cesser immédiatement toute utilisation du site pour le stockage de déchets ou l'aménagement de plateformes non autorisées.
- sous **1 mois** d'informer monsieur le préfet de la suite envisagée :
 - déposer un dossier de demande d'autorisation
 - ou
 - déposer un dossier de cessation d'activité et de remise en état

si elle souhaite cesser l'activité transmettre sous **3 mois** à Monsieur le préfet :

- les levés topographique et bathymétrique de la configuration actuelle du site sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124, 292AC0125, 292AC0469, 292AC0567 de la commune de Thouars (79 100).
- le plan de remise en état proposé avec les profils correspondants. La remise en état doit viser à retrouver la surface originelle du plan d'eau avant le remblaiement par des déchets supposés inertes (année 2000). Après validation du plan de remise en état, celle-ci doit être effective dans un délai d'un an.

lors de l'évacuation des matériaux trois tests de lixiviation doivent être réalisés par lot de 500 t afin de s'assurer de manière irréfutable du caractère inerte des matériaux suivant les paramètres prévus par l'annexe ii de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

À l'issue de la remise en état, les levés topographique et bathymétrique du site sur les parcelles 292AC0623, 292AC0116, 292AC0121, 292AC0122, 292AC0123, 292AC0124, 292AC0125, 292AC0469, 292AC0567 de la commune de Thouars (79 100) sont transmis et la procédure de cessation d'activité prévue article R.512-75-1 du Code de l'environnement est engagée.

Si elle souhaite régulariser l'installation transmettre sous **1 an** à Monsieur le Préfet :

- un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'installation de stockage de déchets inertes, conformément aux articles L. 181-1 et suivants du Code de l'environnement.
- Cette demande doit notamment inclure :
 - Une étude d'impact analysant les risques pour la faune, la flore, les nappes phréatiques et le milieu aquatique ;
 - Un avis d'un hydrogéologue expert indépendant.

Ces délais courent à compter de la date de notification aux sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics du présent arrêté.

Article 4 – Mesures conservatoires

Article 4.1 – Gestion des déchets

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour ne pas engendrer de pollution supplémentaire liée à la manipulation des déchets.

Dans le cadre ou le choix de la remise en état a été fait, les sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics assurent la traçabilité de tous les déchets extraits et sortants du site sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'Environnement.

Les exutoires, par type de déchets, avec l'accord des exploitants pour l'accueil des déchets sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées avant évacuation.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements, inopinés ou non, et à des analyses par un laboratoire indépendant sur les déchets présents sur le site.

Article 4.2 – Envols

Les sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics mettent en œuvre des dispositions pour prévenir les envols de déchets notamment lors de leur extraction, entreposage ou chargement.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics prennent les dispositions nécessaires pour que les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

Article 4.3 – Transports

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à prévenir les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche. Les sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics s'assurent que les entreprises de transport intervenant sur le site respectent ces dispositions et sont dûment autorisées à transporter des déchets.

Article 5 : Non respect de la mise en demeure

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis, il sera ordonné à l'encontre des sociétés ANETT UN et RAMBAULT Travaux Publics, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, la fermeture ou la suppression des installations et ouvrages, la cessation définitive des travaux, opérations ou activités, et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent Code.

Les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement peuvent être appliquées pour l'accomplissement effectif de la suppression et la remise en état du site.

Article 6 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ». La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Thouars ainsi qu'au Directeur de la société ANETT, site de Thouars et à la société RAMBAULT Travaux Publics.

Niort, le 01 JUIN 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Patrick VAUTIER